

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 13/005/2006 (Public)
Bulletin n° : 270
ÉFAI
18 octobre 2006

Argentine. Une nouvelle vague de menaces met en péril les poursuites engagées pour violations des droits humains

Amnesty International s'est inquiétée, ce mercredi 18 octobre, de ce qu'une nouvelle vague de menaces et d'attaques contre des avocats, des juges et leurs proches risquait de mettre en péril les poursuites judiciaires engagées contre les personnes soupçonnées d'être responsables des violations des droits humains commises sous le régime militaire en Argentine (1976-1983).

Selon les informations qu'a reçues Amnesty International, le nombre d'agressions a augmenté à la fin du mois de septembre, à compter de la « disparition » présumée de Julio López, témoin au procès de l'ex-commissaire de la « *policía Bonaerense* », Miguel Etchecolatz, qui a été condamné récemment à la réclusion à perpétuité pour des enlèvements, actes de torture et assassinats commis sous le dernier régime militaire.

Parmi les personnes menacées figurent celles qui ont pris part aux actions en justice intentées contre d'anciens membres des forces de sécurité argentines pour des crimes commis sous l'ancien régime militaire, ou qui ont participé à des manifestations publiques pour demander que la justice soit rendue.

Le 12 octobre, Claudia Allegrini, plaignante dans l'affaire de la disparition de son compagnon Lorenzo Ismael Viñas, victime de l'opération Cóndor, a reçu par courrier électronique sur son lieu de travail un message qui disait : « *Madame Claudia Allegrini, nous vous réservons une place dans la Loi 24411 pour que votre famille puisse toucher une indemnisation pour votre disparition ou assassinat [...] Cela peut arriver d'un moment à l'autre. Nous savons tout de vos déplacements ...* »

Le 8 octobre, Maria Cristina Saborido, qui a été détenue dans le centre de détention secret connu sous le nom de « *Pozo de Banfield* » en juillet 1977, a reçu par courrier électronique un message anonyme les menaçant elle, ses frères et le petit ami de sa sœur. Le lendemain, ce dernier a été attaqué non loin de chez lui par deux hommes qui lui ont tailladé le bras et l'ont insulté dans les mêmes termes que ceux utilisés dans le message.

Des juges et des procureurs des provinces de Buenos Aires, Santa Fe et Tucumán ont eux aussi fait l'objet de menaces.

« *Les autorités argentines doivent se mobiliser pour que ces menaces et agressions n'empêchent pas d'autres personnes de témoigner dans les affaires de violations des droits humains commises sous le régime militaire* », a déclaré Virginia Shoppee, chercheuse sur l'Argentine pour Amnesty International.

L'organisation a appelé les autorités argentines à offrir aux témoins, ainsi qu'aux membres de l'appareil judiciaire pouvant être affectés en raison de leur travail, la protection dont ils ont besoin. Amnesty International a également prié le gouvernement argentin d'enquêter de manière exhaustive sur ces allégations d'agressions et de faire en sorte que les personnes soupçonnées de ces agissements soient déférées à la justice.

« Ne pas prendre de mesures concrètes et ne pas démanteler les réseaux qui rendent possibles ces attaques reviendrait, pour les autorités argentines, à renoncer aux progrès accomplis au sujet des violations des droits humains commises pendant la période la plus sombre de l'histoire du pays », a conclu Virginia Shoppee.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>